

> Analyses et témoignages > Economie > Canada : une histoire de deux systèmes monétaires

Canada : une histoire de deux systèmes monétaires

ELLEN BROWN

envoyer par mail | 123

16 mai 2013

Article en PDF: 

Même le pays le plus riche au monde en ressources est tombé dans le piège de la dette. Ses programmes gouvernementaux qui faisaient autrefois sa fierté sont sujets à des coupes budgétaires drastiques -des coupes qui auraient pu être évitées si le gouvernement n'avait pas abandonné la possibilité d'emprunter à sa propre banque centrale dans les années 70.

La semaine dernière [article publié le 5 avril, ndlr] à Ottawa, la Chambre des Communes du Canada a voté la dernière vague de coupes budgétaires et de mesures d'austérité. Pour l'essentiel elle consiste en la perte de 19.200 emplois du secteur public, une réduction du budget des programmes fédéraux de 5,2 milliards de \$ par an, et le recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Ceci au nom d'une dette qui se monte à présent à plus de 581 milliards de dollar canadiens, soit 84% du PIB.

Rappel :

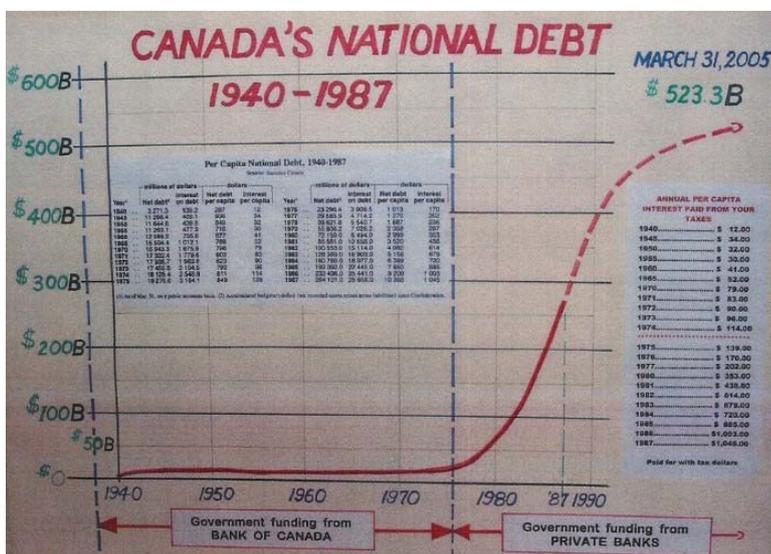
Un jeu en ligne publié par le journal local "the Globe and Mail" donnait aux lecteurs la possibilité de faire eux-mêmes des simulations d'équilibre budgétaire. Les paramètres incluait la réduction drastique des versements aux fonds d'aide aux personnes âgées, aux caisses de retraite, aux frais de santé, et à l'éducation, aux transports, à la défense, à l'aide aux pays en voie de développement et aux aides internationales plus généralement. Et bien sûr la hausse des impôts. Un article publié sur la même page titrait : "Le gouvernement n'a en fait pas beaucoup de leviers à sa disposition pour boucler un déficit budgétaire abyssal. Il peut soit augmenter les impôts, soit réduire les dépenses ministérielles."

Il semble qu'aucun participant à ce jeu, ni les concepteurs ni qui que ce soit n'ait été en mesure de jouer sur le paramètre principal du budget : les intérêts versés aux détenteurs de la dette. Un graphique sur le site web du ministère des finances canadien intitulé "Où vont vos impôts" indique que le paiement de ces intérêts se montent à 15% du budget -plus que la santé, la sécurité sociale et les autres formes de salaire différé réunies. La page date de 2006 et a été mise à jour en 2008, mais les montants sont vraisemblablement peut différents aujourd'hui.

Futé pour un penny, idiot pour une livre

Parmi les autres coupes en 2012 le gouvernement a annoncé qu'il pourrait cesser la production de penny canadiens, qui coûte aujourd'hui plus cher à frapper que leur valeur propre. Le gouvernement se concentre sur le penny et ignore les livres -la part massive de la dette qui aurait pu être épargnée en empruntant directement à la Banque du Canada.

Entre 1939 et 1974, le gouvernement empruntait en effet à sa banque centrale. Ce qui, en fait, rendait sa dette dépourvue d'intérêt, dès lors que le gouvernement possédait la banque et en percevait les intérêts. D'après des chiffres fournis par Jack Biddell, ancien inspecteur des finances du gouvernement, la dette fédérale restait à un niveau peu élevé, n'évoluant quasiment pas et était parfaitement supportable durant ces années (voir graphique plus bas). Le gouvernement a pu ainsi financer simplement sur le crédit de la nation et avec succès plusieurs projets publics d'envergure, y compris la production d'avions de combat durant et après la seconde guerre mondiale, des aides à l'éducation pour les soldats de retour, les allocations familiales, les retraites pour les personnes âgées, l'autoroute transcanadienne, le projet de route de navigation sur le St. Laurent et une couverture maladie universelle pour tous les canadiens.



Canada's National Debt 1940-1987

La dette a explosé à partir de 1974, lorsque le Comité de Bâle fut mis en place par les gouverneurs des banques centrales des 10 pays membres de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), dont le Canada. Un objectif clef du comité était de "maintenir la stabilité monétaire et financière". Pour atteindre ce but, le Comité déconseilla le financement direct d'une nation auprès de sa propre banque centrale sans intérêts, et encouragea à la place le financement auprès des créanciers privés, tout cela au nom "du maintien de la stabilité de la monnaie" :

Le présupposé était que le fait d'emprunter à une banque centrale ayant le pouvoir de créer de l'argent sur ses livres conduirait à l'augmentation de la masse monétaire et des prix. Emprunter à des créanciers privés par ailleurs était considéré comme ne favorisant pas de tendance inflationniste, puisque cela revenait à recycler de l'argent existant déjà. Ce que les banquiers se sont bien gardés de révéler, bien qu'ils le savaient eux-mêmes de longue date, c'était que les banques privées créent l'argent qu'elles prêtent, exactement de la même que les banques publiques. La différence restant qu'une banque publique restitue les intérêts au gouvernement et à la communauté nationale, tandis qu'une banque privée transfère les intérêts dans son capital, pour être ensuite réinvesti, de nouveau avec intérêts, attirant progressivement l'argent hors de l'économie productive.

La courbe de la dette, qui commença son ascension exponentielle en 1974, évolua jusqu'à la verticale en 1981, date à laquelle les taux d'intérêts de la réserve fédérale US furent portés à 20%. Aggravée de 20% chaque année, la dette double sous les quatre ans. Les taux canadiens ont grimpé jusqu'à 22% durant cette période. Le Canada a maintenant réglé plus de 1000 milliards de dollar canadiens pour sa dette -près de deux fois le montant de la dette elle-même. S'il avait emprunté auprès de sa propre banque tout au long, il serait non seulement libéré de la dette mais disposerait même d'un surplus conséquent aujourd'hui. C'est vrai aussi pour les autres pays.

Le coup en douce des banquiers

Pourquoi les gouvernements paient-ils des financiers privés pour générer une créance qu'ils auraient pu eux-mêmes émettre, et ce sans intérêts ? D'après le professeur Carroll Quigley, le mentor de Bill Clinton à l'université de Georgetown, tout cela faisait partie d'un plan concerté et mis au point par une clique de financiers internationaux. Il écrivit en 1964 dans "Tragédie et Espoir" :

Le pouvoirs du capitalisme financier ont un autre but à long terme, rien moins que de créer un système mondial de contrôle financier dans des mains privées capable de dominer le système politique de chaque pays et l'économie de l'ensemble du monde. Ce système devait être contrôlé de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, par des accords secrets fruits de nombreuses réunions privées et conférences. Le sommet de système devait être la Banque des Règlements Internationaux à Bâle en Suisse, une banque privée détenue et contrôlée par les banques centrales mondiales qui étaient elles-mêmes des sociétés privées.

Chaque banque centrale...cherchait à dominer son gouvernement par sa capacité à contrôler les prêts du Trésor, à manipuler les taux de changes, à influencer le niveau de l'activité économique dans le pays, et à influencer des politiciens coopératifs au travers de récompenses sous forme économique dans le monde des affaires.

En décembre 2011, cette accusation a été répercutée dans un recours porté auprès de la Cour Fédérale Canadienne par deux citoyens et un think tank en économie canadiens. Le juge constitutionnel Rocco Galati a mené une action pour le compte de William Krehm, Ann Emmett, et COMER (le Comité pour une Réforme Monétaire et Economique) afin de revenir au rôle original de la Banque du Canada, y compris concéder des prêts sans intérêts aux structures municipales, régionales et fédérales pour des dépenses liées au "capital humain" (éducation, santé, et autres services sociaux) et aux infrastructures. La plainte stipule que, depuis 1974, la Banque du Canada et les politiques financières et monétaires du Canada ont été dictées par des banques privées étrangères et des intérêts financiers menés par la BRI, le Forum pour la Stabilité Financière (FSF) et le Fond Monétaire International (FMI), outrepassant la souveraineté du Canada représentée par son parlement.

Aujourd'hui ce coup en douce a été si bien dissimulé que les gouvernements et les joueurs eux-mêmes sont convaincus que les seules alternatives pour résoudre la crise de la dette sont lever d'impôts, réduire drastiquement les services publics, ou bien vendre les biens publics. Nous avons oublié qu'il reste encore une autre option : réduire la dette en empruntant directement à la banque du gouvernement lui-même, qui rend ses profits aux caisses publiques. Supprimer les intérêts s'est avéré réduire le coût moyen des projets publics d'environ 40%.

Source : Courtfool.info

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)